



SOUTIEN AUX MOBILISATIONS SOCIALES EN COURS EN GUADELOUPE, EN GUYANE ET EN MARTINIQUE

La CGT et l'UFICT-CGT du Grand Reims informées des dispositions prises par le ministre de l'intérieur en direction de la Guadeloupe, s'inquiètent des conséquences de ces décisions.

Au lieu d'ouvrir des négociations avec nos collègues pompiers, les personnels soignants, la population, l'Etat a décidé d'envoyer 50 membres du GIGN et du RAID.

Cela assimile de façon concrète la lutte des salarié·e·s pour leur liberté, leur dignité et leurs conditions de vie à de la délinquance !

Face à ce mouvement massif de travailleurs, l'Etat français constant dans son attitude coloniale de mépris répond donc par la violence, la répression et la criminalisation du combat syndical.

Depuis plusieurs semaines, des mouvements importants de luttes, de grève et de blocage se développent en Martinique, Guyane et Guadeloupe contre les suspensions sans salaire ou traitement des salariés et agents publics.

A ces revendications légitimes, s'ajoutent celles contre l'atteinte au droit à l'eau, contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires et le renforcement des droits sociaux et à l'éducation, contre le chômage massif des jeunes, pour des services publics de qualité....

De nombreux militants syndicalistes, grévistes, sont agressés, blessés, arrêtés et criminalisés.

La CGT et l'UFICT-CGT du Grand Reims leur apportent tout leur soutien et leur solidarité.

La CGT et l'UFICT-CGT du Grand Reims demandent l'arrêt immédiat des violences, arrestations et poursuites contre les syndicalistes et grévistes

Respect des libertés, Ne touchez pas aux syndicalistes.

Relaxe immédiate de tous les syndicalistes envoyés devant les tribunaux !

Ufict.cgt@grandreims.fr

<https://ufictgrandreims.reference-syndicale.fr/>